



PAUL MIRGUET

Ancien Député

« ...Pour une démocratie réelle, où ni jeux de professionnels, ni marécages d'intrigants ne viennent troubler la représentation nationale »... et
« ...un régime économique tel qu'aucune coalition ni aucun monopole ne pèsent sur l'Etat ni ne régissent le sort des individus ».

Discours du Général de Gaulle
à la radio de Londres, le 20 avril 1943.

Electrices, Electeurs,

Ce n'est ni l'ambition, ni l'intérêt, mais le devoir qui commande ma décision de solliciter vos suffrages pour le plus important des scrutins de la Vème République.

Ma vie a été un combat pour UNE FRANCE LIBRE ET SOCIALE dont j'ai tiré des enseignements et acquis l'expérience qui justifie ma candidature.

J'ai lutté

- sous l'occupation pour redonner la liberté aux Français,
- avec le fondateur de la Vème République, pour la mise en place des institutions nouvelles,
- au parlement, pour un contrôle rigoureux des dépenses budgétaires, pour une véritable réforme fiscale, pour une réforme des structures de l'Etat, et contre la dictature de la Haute Administration,
- dans la vie professionnelle pour le développement économique et social, avec la connaissance des difficultés de gestion des petites et moyennes entreprises.



Mon éloignement relatif de la vie politique active, m'a permis de mieux comprendre les causes du mécontentement qui incitent les électeurs à s'abstenir ou à voter pour des partis qu'ils n'approuvent pas.

En qualité d'ancien député, j'ai essayé, mais en vain, de sortir la majorité de l'immobilisme, en proposant un programme de réformes que le pays attendait après la révolution de 1968, malheureusement oubliée.

Les dirigeants du parti majoritaire ont été également alertés sur les conséquences des scandales qu'on aurait pu prévenir, et du gaspillage des deniers publics, qu'il fallait sanctionner. Je n'ai pas été écouté.

C'est pourquoi je me fais l'obligation d'engager avec les électeurs, le dialogue refusé par les élus et le Pouvoir.

Mes idées sont publiées dans un PROGRAMME DE REFORMES ET D'ACTION POLITIQUE, édité sous l'égide d'un COMITE DE SOUTIEN. J'en fait l'exposé dans mes réunions électorales.

Alors que les partis ne proposent que la litanie habituelle des promesses démagogiques et des déclarations d'intention, je suis le seul à présenter un véritable programme basé sur des textes législatifs déjà étudiés.



Les Français veulent un changement dans le respect des institutions et de l'autorité du Président de la République, élus de TOUS.

Etant un défenseur des institutions, je soutiendrai le nouveau Gouvernement que désignera le Chef du Pouvoir Exécutif conformément à la constitution.

Par conséquent, je ferai partie SANS RESERVES NI RESTRICTIONS, de la future majorité renouvelée.

Mais je ne devrai pas mon élection à l'aide financière malodorante d'un parti, ce qui me permettra de conserver mon indépendance, pour m'opposer aux abus de pouvoirs, et aux dangereuses influences des Groupes de Pression, qui alimentent les caisses des « appareils » politiques, quels qu'ils soient.

Je ne serai pas seul, car tous les parlementaires, conscients de leur responsabilité, reprendront comme moi, leur indépendance.

En échange de mon soutien, J'EXIGERAI UNE ACTION ENERGIQUE :

CONTRE

LE GASPILLAGE DES DENIERS PUBLICS

qu'il faut interdire en modifiant la procédure de passation des marchés de l'Etat, et en donnant à la Cour des Comptes, les pouvoirs de sanctions.

LA DICTATURE DE LA HAUTE ADMINISTRATION ET LES ABUS DE POUVOIRS

en obtenant le vote de mes Propositions de Loi, déposées au parlement le 29 novembre 1961 concernant :

- La réforme des structures de l'Etat et de la Haute Administration ;
- La responsabilité des Hauts Fonctionnaires ;
- La réforme des organisations administratives et économiques départementales et régionales ;
- Le recours contre l'usage abusif de l'autorité administrative.

LE FAVORITISME SOUS TOUTES SES FORMES

en maintenant l'administration à l'abri des pressions et des dangereuses influences.

POUR

UNE VERITABLE REFORME FISCALE A CARACTERE SOCIAL

dont je suis l'auteur, qui rend possible :

- La suppression de la déclaration d'impôt,
- L'exonération de l'impôt direct sur les revenus inférieurs à 25.000 francs,
- L'octroi de la qualité de salarié à tous les commerçants et professions libérales,
- La réforme des finances locales,
- L'efficacité de la lutte contre la fraude avec la simplification du code des Impôts.

L'AMELIORATION DES RETRAITES ET LA SUPPRESSION DES INEGALITES

dont les veuves sont victimes, en portant leur pension à 75 % et en supprimant l'interdiction de bénéficier de deux retraites légalement constituées.

UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DES RICHESSES

qui seule permettra l'amélioration du niveau de vie, en encourageant le développement des entreprises privées de production et le maintien de la concurrence, et en humanisant davantage les rapports entre Directions et Salariés, avec les solutions de la participation, maintenant admises par le patronnat et les organisations syndicales.

UN PARLEMENT REGENERE,

composé de députés qui abandonnent leur activité professionnelle et leur mandat d'élus locaux, afin de ne plus voir le lamentable spectacle des banquettes vides.

Mon passé est le gage de ma sincérité

Mon expérience garantira mon efficacité

SUPPLEANT

JEAN CHASSERAY

Directeur d'entreprise de transports

PAUL MIRGUET

Ancien Député,

Candidat Indépendant Pour les Réformes